

Convention collective nationale
IDCC : 3203. – STRUCTURES ASSOCIATIVES DE PÊCHE DE LOISIR
ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE
(22 juin 2013)

ACCORD DU 22 SEPTEMBRE 2017
PORTANT SUR LA MISE EN PLACE D'UN CONTRAT
À DURÉE DÉTERMINÉE À OBJET DÉFINI
NOR : ASET1751079M
IDCC : 3203

Entre
SNSAPL

D'une part, et
FNAF CGT
FGA CFDT
CFTC AGRI
SNCEA CFE-CGC
FEETS FO
UNSA SPORT 3S

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu en application de l'article 6 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives.

Dans le cadre des missions qui leur sont dévolues, mais aussi des conventions de partenariats ou programmes pour lesquels elles peuvent être parties prenantes, les structures associatives de pêche de loisir peuvent être amenées à effectuer des missions ponctuelles nécessitant des savoir-faire particuliers externes. Celles-ci, de par leur spécificité, permettent aux structures associatives de mettre en valeur et de renforcer leurs rôles et missions en matière de protection des milieux aquatiques et de développement du loisir pêche, notamment par la mise en place d'actions pérennes.

Pour autant, la réglementation en vigueur relative au contrat à durée déterminée (notamment en ce qui concerne les cas de recours et durées autorisés) ne permet pas de répondre de manière adaptée aux besoins exprimés et met ainsi en péril le projet initié par celles-ci.

Forts de ce constat, les partenaires sociaux entendent mettre en place le contrat à durée déterminée à objet défini.

Article 1^{er}

Objet du contrat et nécessités économiques

Conformément au 6° de l'article L. 1242-2 du code du travail, les structures associatives peuvent recourir au contrat à durée déterminée à objet défini ayant pour objet la réalisation d'un objet défini, dans le cadre des missions qui leur sont dévolues en matière de protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques. Ce contrat peut notamment être conclu dans le cadre de conventions de partenariats ou de programmes de recherches (par exemple : programme de recherche scientifique) nécessitant le recours à un savoir-faire indispensable au bon déroulement et à la réalisation du projet et pour lesquels les structures associatives se doivent d'y participer, dans l'intérêt de la préservation du patrimoine et des milieux.

Les parties rappellent que ce contrat ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente des structures associatives.

Article 2

Bénéficiaires du contrat

Ce contrat permet l'embauche d'ingénieurs ou cadres « au sens des conventions collectives ». Sont ainsi visés les personnels positionnés au niveau V ou VI de la convention collective des structures associatives de pêche de loisir et de protection du milieu aquatique.

Article 3

Durée du contrat

Le contrat à durée déterminée à objet défini est conclu pour une durée minimale de 18 mois et maximale de 36 mois.

Il ne peut être renouvelé.

Article 4

Clauses du contrat

Le contrat à durée déterminée à objet défini doit être établi par écrit et mentionner l'ensemble des clauses obligatoires des contrats à durée déterminée.

Il devra, outre les mentions obligatoires du contrat à durée déterminée, indiquer :

- la mention « contrat à durée déterminée à objet défini » ;
- l'intitulé et les références du présent accord qui institue ce contrat ;
- une clause descriptive du projet, mentionnant sa durée prévisible ;
- la définition des tâches pour lesquelles il est conclu ;
- l'événement ou le résultat objectif déterminant la fin de la relation contractuelle ;
- le délai de prévenance de l'arrivée du terme du contrat et, le cas échéant, de la poursuite de la relation en CDI ;
- une clause mentionnant précisément la faculté de rupture à la date anniversaire de la conclusion du contrat, par l'une ou l'autre des parties pour un motif réel et sérieux, ainsi que le droit pour le salarié, lorsque cette rupture est à l'initiative de l'employeur, à une indemnité égale à 10 % de la rémunération totale brute du salarié.

Article 5

Rupture du contrat

Rupture à terme

En tout état de cause, le contrat à durée déterminée à objet défini prendra fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu. Un délai de prévenance de 2 mois doit être respecté.

Rupture anticipée

Outre les cas de rupture anticipée de droit commun, Il pourra être rompu avant terme par l'une ou l'autre des parties, à condition de justifier d'un motif réel et sérieux.

Cette rupture anticipée ne pourra intervenir qu'à l'issue de la période minimale de 18 mois puis à la date anniversaire de la conclusion du contrat (soit au bout de 24 mois).

Indemnisation de la rupture

Lorsqu'elle est à l'initiative de l'employeur, la rupture ouvre droit pour le salarié à une indemnité égale à 10 % de la rémunération totale brute perçue depuis le début du contrat.

La même indemnité est due lorsque à l'échéance du contrat les relations contractuelles ne se poursuivent pas sous contrat à durée indéterminée.

Article 6

Garanties applicables aux salariés

Les salariés en contrat à durée déterminée à objet défini bénéficient d'une priorité d'embauche au sein de la structure associative de pêche de loisir, en contrat à durée indéterminée, sur tout emploi vacant et ouvert au recrutement externe, correspondant aux compétences et qualifications, durant une période de 1 an au-delà du terme du contrat.

L'employeur devra diffuser, par tout moyen, la liste des postes à pourvoir au sein de la structure associative, mais aussi au sein de la branche. Le salarié bénéficiera de cette priorité s'il en fait la demande dans ce même délai de 1 an.

Par ailleurs, le salarié devra bénéficier d'un entretien annuel d'évaluation ainsi que d'un entretien professionnel (si le contrat est conclu pour une durée minimale de 24 mois). Ces entretiens devront en particulier permettre de faire le point sur d'éventuels besoins en formation nécessaire à la bonne réalisation du contrat et au maintien de l'employabilité du salarié concerné.

Le salarié bénéficie en outre, pendant l'exécution du contrat, d'un droit d'accès à la formation professionnelle continue, à la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Enfin, le salarié bénéficie, au cours du délai de prévenance, en concertation avec l'employeur, d'une autorisation d'absence rémunérée pour organiser la suite de son parcours professionnel, à hauteur de 2 heures hebdomadaires.

Article 7

Entrée en vigueur

Le présent accord n'entrera en vigueur qu'à compter du lendemain de la publication de son arrêté d'extension.

Article 8

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 9

Révision de l'accord, clause de suivi et de rendez-vous

Conformément aux dispositions du nouvel article L. 2261-17 du code du travail, jusqu'à la fin du cycle électoral au cours duquel le présent accord est conclu, seules les organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord et signataires de celui-ci pourront engager la procédure de révision du présent accord.

Au-delà de ce cycle électoral, une (ou plusieurs) organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord pourra (pourront) engager cette procédure.

Les parties conviennent qu'un suivi des dispositions du présent accord sera réalisé régulièrement à la suite de son entrée en vigueur.

Les parties conviennent en tout état de cause de faire un premier bilan sur son application 1 an après son extension afin de déterminer le cas échéant la nécessité de procéder à des éventuelles adaptations.

Article 10

Dépôt de l'accord

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 22 septembre 2017.

(Suivent les signatures.)